

# RÉSISTANCE SOCIALE

*LA RÉPUBLIQUE SERA SOCIALE OU NE SERA PAS !*

045000-10070 0-0040307

Continental, l'équipementier automobile allemand, décide de fermer son usine de Clairvoix. A Clairvoix, où les ouvriers avaient accepté de travailler plus sans augmentation de salaires soisant pour sauver le site. Ils n'auront sauvé que les profits patronaux.

Cheuvreux, filiale à 100 % du Crédit Agricole, annonce qu'elle va réduire ses effectifs de près de 10 % et effectuer le transfert de certaines activités à Londres, ceux des salariés qui ne voudront pas suivre étant licenciés. Et si le chiffre d'affaires continue de baisser, on envisagera un deuxième dégraissage. Par contre, on ne touche pas au bonus des dirigeants, ni à leur train de vie.



Total supprime 555 emplois en France. Vous connaissez les bénéficiaires du groupe Total en 2008 : 14 milliards d'euros. Si l'expression « licenciements boursiers » a un sens ! ... Décision « fondée » et « responsable » pour Madame Parisot.

Les principaux dirigeants de la Société Générale viennent –enfin- de renoncer à leurs stock-options (au total plus de 1,5 million d'euros). C'est une décision éthique selon la présidente du MEDEF approuvée par Sarkozy qui préfère s'en remettre au sens moral de cette « belle institution » plutôt que de légiférer.

Quatre exemples qui ne font qu'illustrer l'approfondissement de la crise sociale avec ses 500 chômeurs de plus chaque jour et l'arrogance de politiques et de patrons qui semblent vivre ... ailleurs.

Après les cadeaux aux plus riches (via le bouclier fiscal), les cadeaux aux banquiers (sans aucune exigence en contrepartie), les cadeaux aux patrons (même lorsqu'ils continuent à licencier), le gouvernement de Nicolas Sarkozy moque la mobilisation de la rue.



Trois millions de manifestants le 19 mars. Encore plus que le 29 janvier. Hortefeux condamne ceux qui « répondent à la crise par la manif », Lefebvre pense que « c'est un abus qui doit être sanctionné », Sarkozy lui-même proclame « qu'il est aussi le Président de ceux qui ne manifestent pas », oubliant le soutien de 70 % des Français à ceux qui manifestent.

Trois millions de Français qui portent le désespoir de dizaines de millions de leurs compatriotes agacés de la suffisance du Président, outrés par la dilapidation de l'argent public sans aucune contrepartie pour l'emploi, furieux pour certains de s'être laissés prendre par l'apparence volontariste du candidat Sarkozy, choqués de l'étalage du bling-bling, de la complicité entre ceux qui ont la responsabilité de gouverner la France et les patrons du CAC 40.

Trois millions de Français qui aussi voudraient bien porter l'espoir de leurs compatriotes. Et c'est là que ça coince ! Car, si la victoire du LKP dans les Antilles a démontré qu'on pouvait passer de luttes défensives à des luttes revendicatives, ce qui a influé sur les positions syndicales métropolitaines, il n'en reste pas moins que les partis politiques, dans leur intégralité, ne sont pas à la hauteur des enjeux. Tout juste capables d'envisager de « moraliser le capitalisme » ou enfermés dans leurs certitudes, ils passent à côté du mouvement social. Aucun manifestant ne fait d'ailleurs appel à eux. On ne les repousse pas mais on les ignore.

Les élections européennes auraient pu être l'occasion de bousculer un peu l'échiquier politique en construisant à gauche du parti social-libéral qu'est devenu le Parti Socialiste, un rassemblement, certes divers, mais clairement anti-libéral. L'incapacité de la direction du MRC à surmonter ses divergences avec les partenaires du Front de Gauche et l'insuffisante considération du PCF et du PG pour cette mouvance de la gauche ne le permettront peut-être pas et pourraient se payer cher.

Pourquoi ce qui est possible au sein de Résistance Sociale ou lors de ses sixièmes Vendémiaires (dont nous rendrons prochainement compte), c'est-à-dire un débat sans concession mais positif et respectueux, n'est-il pas possible entre dirigeants des partis politiques ?

Trop grands enjeux de pouvoir, carrières personnelles, ego surdimensionnés, ou, tout simplement, mépris du peuple, qui doit être « éclairé » plus que compris, et dont finalement on se moque des aspirations ? Nous invitons nos lecteurs à s'interroger... et à réagir !

Pour Résistance Sociale, qui a toujours pensé que le sursaut viendrait du peuple, pas des prétendues élites, le combat continue.

Marinette BACHE

## Sommaire

p1 : Le mot de la présidente

p2 : Solidarité Internationale

p3 et 4 : Du Conseil européen au G20

p4 : Privatisation de la Poste

p5 et 6 : La France, pays de luttes sociales et fier de l'être

p7 : Alerte : maternelle en danger !

p7 : Appel 1<sup>er</sup> mai

p8 : Coup de queue

# SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

## Nouvelles d'Equateur

Par Laura SIMON-NEGRI

Ce pays est situé au nord de l'Amérique du Sud. Sa surface est équivalente à la moitié de la France et la population actuelle avoisine les 14 000 000 d'habitants.

D'importants changements socio-économiques sont entrepris depuis l'ascension au pouvoir du président Rafael Correa. Correa s'est imposé au deuxième tour des élections présidentielles face à Alvaro Novoa, milliardaire décrié lors de cette élection par les couches populaires.

Dans ce sens, l'élection de Correa, jeune économiste de gauche, proche de la tendance politique du président vénézuélien Chavez constitue l'expression d'un vote de classe. Les travailleurs pauvres, l'immense majorité de la nation équatorienne, créoles, métis et amérindiens se sont prononcés contre l'oligarque Alvaro Novoa.

Conformément à sa promesse électorale, Correa a annoncé, dès son investiture, la consultation par referendum (le 18 mars 2007), la convocation d'une Assemblée Constituante chargée de rédiger une nouvelle Loi Suprême. Le peuple équatorien s'est prononcé en faveur de cette Assemblée Constituante. Cette consultation peut paraître à nos yeux prématurée, reflétant une ambition démesurée de pouvoir. En effet, elle est la conséquence logique des tensions notables, entre le pouvoir législatif et l'exécutif, pendant les premiers mois de mandat du jeune président.

La formation politique qui a soutenu Correa, Alianza País (Alliance pays), n'a pas présenté de candidats aux législatives. Ces dernières se sont déroulées presque en même temps que l'élection présidentielle. Résultat, la chambre basse a été nettement orientée à droite. Fidèle à ces engagements avec les grands patrons, l'oligarchie de la terre et les intérêts nord-américains, elle a tenté de destituer le président Correa.

Finalement, le projet de Constitution a été approuvé par référendum le 28 septembre 2008 par 64 % des votes favorables contre 28 % défavorables.

Pour mieux comprendre cette Nation, il faut savoir qu'elle est passée par trois périodes de colonisation : inca, espagnole et nord-américaine. Sa population est composée de quatre groupes ethniques : 65 % nés du métissage entre colons et espagnols; les amérindiens, 25 % de la population, puis les européens, et les créoles, descendants directs d'espagnols, ne représentent que 7 % de la population. Il y a également une minorité de 3 % de la population composée d'afro-équatoriens.

L'économie du pays repose sur la culture de la banane, dont l'Equateur est le premier producteur mondial, le pétrole et le tourisme.

L'effondrement du cours du pétrole affecte sévèrement la politique progressiste équatorienne. Les mesures engagées par le gouvernement en matière de services publics, d'infrastructures, de politique familiale et sociale, sont freinées.

Or, le sous-sol de ce pays recèle d'importantes richesses en or, cuivre et argent. La loi d'exploitation minière récemment approuvée a entraîné le gouvernement dans une crise majeure. Les principaux opposants à cette exploitation sont les indiens. Les raisons invoquées sont d'ordre écologique. Ce mouvement d'opposition grandissant ne tient pas compte des impératifs d'ordre économique : la consigne est simple : « pas d'exploitation du sous-sol, pas de reconnaissance de la dette extérieure ».

Correa devra faire preuve d'un grand talent politique pour ne pas perdre le soutien politique décisif qu'il a reçu des indiens, poursuivre sa politique des réformes structurelles et négocier la dette avec le Fonds Monétaire International, qui, comme d'habitude, s'attelle à maintenir l'Equateur, tout comme les autres peuples, dans un endettement perpétuel.

# ACTUALITÉ SOCIALE

## Du Conseil européen au G20 : quinze jours qui ne changeront pas le monde

Par Jean-Claude CHALLEY

**Le Conseil européen des 19 et 20 mars** a « arrêté la position de l'Union en vue du sommet du G20... ». Adoptée par tous les chefs de gouvernement, de droite comme de gauche, elle est malheureusement dans la continuité de la politique qui a conduit le monde entier à la crise.

**« Tirer le meilleur parti de la stratégie de Lisbonne renouvelée pour la croissance et l'emploi »**

*Commentaire.* malgré la crise, et l'extension du chômage on continue...

### **Concurrence et marché unique :**

« Le Conseil européen appelle les États membres à agir de manière coordonnée, ...dans le plein respect des règles de concurrence. »

« Supprimer les entraves tout en évitant d'en créer de nouvelles et réaliser un marché intérieur pleinement opérationnel »

### **Intensifier la concurrence avec les pays à bas coûts :**

« Encourager l'ouverture au sein du marché intérieur et, à l'égard des pays tiers; garantir la non-discrimination des produits et services provenant d'autres États membres »

*Commentaire :* on peut même craindre l'extension de la directive Bolkestein aux pays 'extérieurs à l'union européenne.

### **Relance de la négociation de l'OMC (cycle de Doha) :**

« Le Conseil européen appelle de ses vœux une conclusion rapide des négociations commerciales bilatérales et du Programme de Doha pour le développement. »

*Commentaire :* on déregule toujours plus.

### **Refus de faire respecter la légalité internationale du BIT**

« Préserver l'ouverture des marchés et éviter toute forme de mesures protectionnistes »

*Commentaire :* Si on accepte le viol des normes de l'OIT – organisation de l'ONU- par ceux qui les ont ratifiées, comment croire qu'on luttera véritablement contre les paradis fiscaux, .... ?

### **Respecter le Pacte de stabilité...**

« Les États membres devraient revenir dès que possible à leurs objectifs budgétaires à moyen terme, au fur et à mesure de la reprise économique et conformément au Pacte de stabilité et de croissance, ... »

*Commentaire :* la crise mondiale est une des circonstances autorisant à ne pas respecter temporairement les critères du Pacte de stabilité. (art 103 A du traité de Maastricht). Mais il faut y revenir au plus tôt. Bruxelles, en application de cet article, a déjà

lancé plusieurs avertissements à la France : respect impératif en 2012

**...avec toujours les mêmes moyens :**

- **Suppression de postes dans la fonction publique, privatisations, partenariats public – privé**

« La crise fait ressortir la nécessité de poursuivre et d'accélérer les réformes structurelles... réduire encore les charges administratives:... »

« Encourager un partenariat entre les entreprises et le monde de la recherche, de l'éducation et de la formation;... »

*Commentaire :* C'est la RGPP, les réformes Darcos / Péresse qui soulèvent étudiants et enseignants.

C'est aussi le cœur du projet de loi Bachelot sur l'hôpital, dénoncé par des dizaines de partis, syndicats, associations qui demandent son retrait.

- **- Nouvelles atteintes aux droits sociaux**

« Maintien des niveaux d'emploi par la flexicurité et la mobilité,... restructurer le marché du travail »

*Commentaire :* on annonce entre 5 et 10 millions de chômeurs supplémentaires dans l'UE en 2009 et la réponse du Conseil européen c'est l'accroissement de la flexibilité, de nouvelles atteintes aux droits sociaux.

### **Violer la démocratie en faisant ratifier par tous les moyens le traité de Lisbonne**

« Le Conseil européen a été informé de l'état d'avancement des travaux concernant la mise en oeuvre de ses conclusions de décembre 2008 sur le traité de Lisbonne.... »

**Restaurer la confiance** « L'Union européenne est déterminée à restaurer la confiance... »

Les objectifs adoptés par le G20 vont dans le même sens :

**Restoring growth and jobs :** (Restaurer la croissance et l'emploi)

**Il s'agit des plans de relance, consistant uniquement à déverser des milliers de milliards, principalement dans les institutions financières, sans contrôle. Les banques restaurent surtout leurs marges. Quant à l'emploi, rien, ne serait-ce que pour lutter contre les licenciements, évalués à des dizaines de millions cette année. Comment « restaurer la croissance » quand des centaines de millions de salariés de par le monde craignent de perdre leur emploi ?**

(suite page 4)

# ACTUALITÉ SOCIALE

(suite de la page 3)

**Strengthening financial supervision and regulation :** (Renforcer la supervision financière et la régulation)

Pour le G20, pour N Sarkozy, la déréglementation financière est la cause unique de la crise. Il y a là un désaccord majeur.

La crise trouve aussi son origine dans la baisse de la part des salaires dans la valeur ajoutée depuis les années Reagan-Thatcher... (10 points en France par rapport aux années 70 - source INSEE -). Ces sommes ont limité la consommation, donc la croissance. Elles ont libéré des capitaux qui n'ont trouvé à s'investir que dans la spéculation. Pour éviter que la consommation ne s'effondre, on a encouragé l'endettement des ménages, ce qui a explosé dans la crise des *subprimes*.

**Une relance par la consommation est nécessaire. Les syndicats ont raison de demander l'augmentation des salaires et des retraites.**

**Strengthening our global financial institutions :** (renforcer nos institutions financières globales)

il s'agit de donner des moyens importants au FMI, nombre d'états, au bord de la banqueroute ne trouvant plus de financement sur les marchés. Quelles conditions de restructuration aux prêts ? En Europe plusieurs pays ont baissé les salaires des fonctionnaires de 10 ou 15 %.

**Resisting protectionism and promoting global trade and investment** (refuser le protectionnisme et promouvoir le commerce et l'investissement globaux)

Toujours la concurrence, l'OMC au lieu de la coopération entre nations. On parle de pays comme la Chine qui devraient développer leur marché intérieur. Un moyen, non protectionniste, consisterait à faire respecter les normes de l'OIT, à défaut à mettre en œuvre des sanctions. Mais rien à ce sujet au G20 non plus, ce qui laisse planer plus qu'un doute quant à la volonté de faire respecter des mesures non encore ratifiées.

**Ensuring a fair and sustainable recovery for all** (Assurer un rétablissement juste et durable pour tous)

Il s'agit notamment de respecter les objectifs du millénaire (réduire de moitié entre 1990 et 2015 la part des individus souffrant de la faim ...). Objectif louable, bien qu'insuffisant, mais dont on s'éloigne au lieu de se rapprocher.

Il s'agit aussi de développement durable, d'économie verte. Là encore on ne peut qu'approuver, même si pour l'instant le marché des droits à polluer reste un secteur de spéculation.

**Delivering our commitments** (Concrétiser nos engagements)  
Le G20 est conscient du scepticisme des populations

## PRIVATISATION DE LA POSTE

Juillet ? Automne ? Nul ne sait aujourd'hui quand sera discuté au Parlement le changement de statut de la Poste. Raison de plus pour ne pas faiblir dans la mobilisation contre la privatisation de la Poste. D'autant que la crise fragilise encore un peu plus ce service public confronté à une baisse importante du volume du courrier et des colis, ce qui pourrait avoir de fortes répercussions en matière d'emplois dans les prochains mois.

Tout en maintenant sa volonté d'aboutir à un référendum, le Comité national contre la privatisation de la Poste, pour un débat public et un référendum a estimé utile d'organiser partout où c'est possible des consultations ou votations citoyennes permettant aux citoyens et citoyennes de s'exprimer sur le sujet. Dans ce cadre, à l'initiative de Marinette Bache et des élus du groupe MRC, un vœu a été adopté lors de la séance du conseil de Paris du 8 avril, permettant l'organisation de la consultation de la population parisienne. Vous trouverez ci-dessous ce vœu qui peut inspirer les comités locaux ou départementaux et les élu(e)s.

*Sur proposition de Marinette Bache, Georges Sarre et des élus du groupe Mouvement Républicain et Citoyen, de Ian Brossat et des élus du groupe communiste et élus du Parti de Gauche, de Sylvain Garel, Danièle Fournier et des élus du groupe « Les Verts », de Jean-Pierre Caffet et des élus du groupe socialiste, radical et apparentés,*

*le Conseil de Paris émet le vœu que :*

- **la Mairie de Paris soutienne les mairies d'arrondissements qui répondent favorablement à l'invitation des Comités locaux de défense de La Poste pour l'organisation des consultations citoyennes sur la privatisation de La Poste ;**
- **la Mairie de Paris prenne l'attache du Comité national de défense de La Poste pour avoir connaissance de la date souhaitée afin de permettre le bon déroulé de la consultation citoyenne et d'en assurer l'information auprès des Parisiennes et des Parisiens.**

# ACTUALITÉ SOCIALE

## La France : pays de luttes sociales et fier de l'être

Par Béatrice DURAND

En France, certains médias affirment qu'on fait grève pour tout et n'importe quoi.

Pour *France 2*, les réformes seraient « impossibles ». Dans *Le Monde*, la France préférerait « la révolution aux réformes, la guerre sociale aux compromis ». Bref, les salariés préféreraient Robespierre à l'Ancien Régime ! Quelle honte, en effet !

Le Figaro, lui, nous affirme que le « droit de paralyser » est une « tradition nationale », analyse confirmée par Christine Ockrent, selon qui la « culture du conflit » est une « forme d'infirmité que ne partagent pas nos voisins européens ». « Nul autre pays occidental ne se comporte ainsi », répète encore Denis Jeambar dans *L'Express*. En somme, la France serait tout le temps en grève, « bloquée », « paralysée ». Le pouvoir serait aux mains de « la rue »...

Bref, à en croire les médias dominants, le sport national préféré des Français est « la grève ».

Comme toute caricature, il y a du vrai dans Astérix. Les Français sont plutôt rebelles et plutôt pour le meilleur : la Révolution, la Commune, le Front Populaire, Mai 68, les Lumières, etc. Bref, pour un salarié en France, la démission ça sonne plutôt Maréchal Pétain que Conseil National de la Résistance.

Les médias, qui sont du côté de la finance, aimeraient bien entendu avoir à faire à un peuple docile... comme si d'ailleurs cette notion pouvait exister ! Non seulement la France n'est pas docile mais les salariés, partout dans le monde, ne le sont pas ! Et heureusement ! Car, dans quelle situation seraient-ils, s'ils l'étaient ? Déjà, comme ça, beaucoup de conquêtes sociales ont été remises en cause depuis les années 1990 malgré les luttes. Alors, si les salariés se laissaient faire...

C'est vrai, la France est un pays de combat. Les Français ne supportent pas que l'on touche à leurs acquis sociaux surtout quand une petite minorité s'enrichit sans vergogne sous leurs yeux. Alors, ils se battent. En faisant grève, en manifestant, en refusant des « réformes » qui ne sont que des remises en cause de leurs droits.

Pourtant, rien n'est plus faux que d'affirmer que la France serait « championne de la grève ».

En compilant les résultats de sept travaux - réalisés essentiellement par des chercheurs en sciences sociales - traitant de la conflictualité dans différents pays industrialisés, nous allons voir quel crédit l'on peut accorder à la doxa médiatique.

L'indicateur utilisé dans chacun des cas est le nombre de journées individuelles non travaillées (JINT) rapporté à 1 000 salariés.

Celle portant sur la période la plus ancienne (étude Sirot réalisée en 1998) porte sur 6 pays européens entre les années 1900 et 1970. Cette étude met en évidence que, durant cette longue période, la France ne s'est jamais distinguée par une activité conflictuelle particulièrement élevée. Selon ces données, seul le Royaume-Uni aurait pu se voir attribuer le titre de « champion de la grève » pour la période 1910-1930, et l'Italie pour les décennies 1950 et 1960.

À supposer qu'il soit pertinent d'établir un classement général sur une si longue période (sept décennies), on trouve que c'est l'Italie qui est la plus conflictuelle. Elle est suivie du Royaume-Uni. La France, quant à elle, se place en troisième position. Son « taux de grève » est inférieur à la moyenne des six pays.

La deuxième étude (Reynaud, 1982) porte sur les années 1955 à 1977 et concerne 18 pays industrialisés. Cette étude montre que l'Italie confirme son statut de « meneuse des grèves ». Les pays d'Amérique du Nord (Canada et États-Unis) apparaissent également parmi les pays les plus fortement conflictuels. Comme pour la période précédente, la France se situe en dessous de la moyenne (151 JINT pour 1 000 salariés contre 229). Et elle se classe au 10<sup>e</sup> rang sur 18.

Michel Lallement, dans une étude de 1995, fournit des statistiques pour 18 pays durant les décennies 1970 et 1980. On retrouve, là encore, l'Italie en tête, toujours suivie du Canada. L'Espagne et la Grèce n'avaient pas été étudiées par les deux précédents travaux. Elles apparaissent ici respectivement en troisième et quatrième places. Selon ces statistiques, la France occupe la 11<sup>e</sup> position ; elle est 7,6 fois moins conflictuelle que l'Italie, 3,2 fois moins que le Royaume-Uni et 1,6 fois moins que les États-Unis.

(suite page 6)

(suite de la page 5)

La quatrième étude a été menée par Maximos Aligisakis (1997). Elle porte sur la période 1970-1993. Selon le classement, la France est en 10<sup>e</sup> position sur 18. Son nombre de journées individuelles non travaillées pour 1 000 salariés est de 121 contre 317, pour l'ensemble des pays. Signalons qu'Aligisakis construit un indicateur plus complexe combinant le « taux de grévistes », le « taux de journées perdues », la « mobilisation des grévistes » et la « détermination des grévistes ». Il lui donne le nom d'« indice général de conflictualité ». Selon cet indice, la France se retrouve en queue de peloton (au 16<sup>e</sup> rang sur 18), parmi les « pays à très faible conflictualité », aux côtés du Portugal, de la Suisse et du Luxembourg.

Les statistiques rapportées par Udo Rehfeldt (1995) concernent 15 pays industrialisés entre 1984 et 1993. Un redressement statistique a été opéré par Acrimed afin d'inclure, pour la France, les grèves du secteur public (qui, initialement, n'avaient pas été comptabilisées). L'Hexagone occupe la 10<sup>e</sup> place. Il reste un pays assez peu conflictuel : plus « calme » que le Royaume-Uni, que la plupart des pays scandinaves (Norvège, Suède, Danemark) et à peu près au même niveau que l'Allemagne.

Le dernier classement compile les données de deux sources (Lecou, 2003 et Carley, 2005). Il concerne la période la plus récente (1998-2004). Pour la première fois, de nombreux pays de l'Europe de l'Est ont été étudiés : la Hongrie, la Roumanie, la Slovaquie, l'Estonie, la Pologne, la Lituanie et la Slovaquie. Ce sont des pays dans lesquels la conflictualité est particulièrement faible. Cela explique que la France remonte dans le classement : elle est en 10<sup>e</sup> position sur 25 (donc dans la moitié qui fait le plus grève). Elle conserve malgré tout une conflictualité inférieure à la moyenne européenne (37 JINT pour 1 000 salariés contre 43).

**Après le passage en revue de ces sept études comparatives, il est clair que la grève, qu'on s'en réjouisse ou qu'on le déplore, ne peut pas être considérée comme un « sport national français ». Tout au long du XX<sup>e</sup> siècle, la France est globalement restée dans la moyenne basse des pays industrialisés.**

Une autre conclusion qui peut être tirée de ces statistiques est que la « culture de la négociation », tant vantée par les médias, n'empêche pas, loin s'en faut, les conflits sociaux. Le fait de négocier avant n'empêche pas de faire grève.

Ainsi, une autre étude fait apparaître que les pays scandinaves sont relativement conflictuels : le Danemark est en tête du classement, la Norvège est 4<sup>e</sup> et la Finlande 7<sup>e</sup>. La « culture de la négociation » n'implique pas forcément une « faible intensité conflictuelle ». Et, à l'inverse, la « culture de la confrontation » (tant décriée par les médias français) n'engendre pas automatiquement une « forte intensité conflictuelle ».

Cependant, certains chiffres indiquent que la France arrive première en termes de mobilisation des grévistes. Alors, lorsqu'on entend que la France fait grève ou manifeste pour n'importe quoi, ces chiffres méritent tout de même une réflexion plus approfondie.

Non, la France ne fait pas grève pour tout et n'importe quoi. Les Français ont pour tradition de se mobiliser après avoir pesé le pour et le contre, après avoir discuté, tenté de trouver une autre solution, mais lorsqu'ils font grève, c'est pour obtenir des résultats. Alors, face à un patronat moins ouvert au dialogue qu'ailleurs, c'est souvent sur une période plus étendue que chez nos voisins européens, que les salariés français font grève, avec un plus grand nombre de participants. Et pourtant, la grève générale n'a été que rarement suivie dans notre pays : mai-juin 36, mai 68 et très récemment en Guadeloupe et dans les autres DOM.

Par ailleurs, il ne faut pas confondre grève et manifestation. C'est vrai sans doute qu'on manifeste beaucoup plus en France qu'ailleurs mais la manifestation finit par devenir le seul moyen pour le peuple de se faire entendre quand le pouvoir reste sourd et aveugle.

Faut-il le rappeler ? Plus que les grèves des transports en 1995 ou celles de l'Education en 2006, ce sont les énormes manifestations rassemblant salariés du privé et du public qui ont obligé le pouvoir à reculer sur la sécurité sociale ou le CPE.

Nous devons être fiers de défendre les intérêts collectifs et ne devons pas avoir peur de descendre dans la rue chaque fois que cela est nécessaire.

Soyons fiers que la France soit perçue comme un pays dont les habitants refusent de se laisser faire.

**L'occasion nous en sera à nouveau donnée le 1<sup>er</sup> mai en soutenant et en répondant massivement à l'appel unitaire lancé par tous les syndicats.**

# ACTUALITÉ SOCIALE

## **Alerte : maternelle en danger !**

*Par Odette CHRISTIENNE, proviseur honoraire*

L'éducation n'aura jamais été aussi malmenée par un gouvernement. Il s'agit d'une véritable rupture dans la priorité que lui accordait la nation.

Collèges, lycées sont touchés mais également l'école maternelle. La base de l'édifice qui est un des points forts de la réussite de notre pays en matière d'éducation, que bien des pays veulent imiter, est méprisée à travers ses enseignants, remise en cause par une approche purement comptable, impropre à embrasser les enjeux si spécifiques de l'éducation nationale.

Contrairement à ce que sous-entend Xavier Darcos, la maternelle n'est pas une garderie et requiert des enseignants qualifiés.

De surcroît, la scolarisation précoce à la maternelle n'est pas un moyen qu'ont trouvé les maires pour éviter la fermeture des classes mais bien une possibilité qui permet aux enfants de se socialiser et de se développer en termes moteur, linguistique et intellectuel, étape essentielle pour l'apprentissage de la langue française qui est déterminant pour l'avenir scolaire.

Par ailleurs, cette option laissée aux familles rend plus facile l'exercice d'une profession par les femmes, ce qui participe de notre politique de soutien à la natalité.

Il ne s'agit pas d'imposer l'inscription précoce en maternelle mais de laisser cette possibilité aux parents qui le souhaitent dans un contexte de pénurie de crèches et d'assistantes familiales que semble totalement méconnaître le ministre.

## **APPEL 1<sup>er</sup> MAI**

**CFDT, CFTC, FO, CGT, CFE-CGC,  
FSU, SOLIDAIRES, UNSA**

L'augmentation du nombre de chômeurs, la baisse significative de la consommation, l'incertitude grandissante sur l'activité des entreprises témoignent de la gravité de la crise qui frappe un nombre croissant de salariés sans que nul ne puisse aujourd'hui en prédire la durée.

Les mobilisations viennent d'obliger le gouvernement à agir sur les stock-options et les rémunérations exceptionnelles des dirigeants d'entreprise lorsque ces dernières ont reçu des aides publiques directes. Sur la question de la redistribution des richesses produites, le décret annoncé bien qu'insuffisant est un début de remise en cause du système actuel. Elle laisse cependant de côté l'essentiel des revendications du 5 janvier 2009 portées par les mobilisations du 29 janvier et du 19 mars 2009. Gouvernement et patronat doivent rapidement mettre en oeuvre les mesures déjà prises et engager les négociations et les concertations pour répondre à l'ensemble des revendications.

C'est pourquoi, dans la suite des journées du 29 janvier et du 19 mars et dans ce contexte exceptionnel, les organisations syndicales s'entendent pour faire du 1er MAI un nouveau temps fort de mobilisation pour peser sur le gouvernement et le patronat. Elles appellent leurs organisations locales à rechercher les modalités appropriées pour réussir cette journée de revendication syndicale en tenant compte des situations locales.

Pour préparer le 1er Mai, elles conviennent de faire du mois d'avril un mois de mobilisations ponctué d'initiatives visant à soutenir les actions engagées et à organiser les solidarités.

En fonction des réponses du gouvernement et du patronat, les organisations syndicales débattront lors de leur prochaine rencontre des nouvelles initiatives (grève interprofessionnelle, manifestations, mobilisations un samedi...)

Une prochaine réunion est d'ores et déjà fixée au 27 avril.

Paris, le 30 mars 2009

# COUP DE GUEULE

Le 19 mars encore mieux que le 29 janvier, et pourtant !!!

Par Jean-Luc GARNIER

Alors bien sûr, ce 19 mars, plein de gens dans la rue, partout en France. Il paraît même que ça débordait sur les trottoirs, c'est dire si ça se bousculait, sous un timide soleil printanier. Mais, bien entendu, le pouvoir en place, figé dans ses attitudes méprisantes, restera sourd aux demandes des Français menacés par la précarité, le chômage, l'isolement, la perte des acquis sociaux, les inégalités....

Le conseiller social de Sarkozy (ah bon, il en a un ???, il doit sans doute s'agir d'un CDD à mi-temps) déclare toutefois sans frémir que « l'on n'a pas franchi d'étape dans la protestation par rapport au 29 janvier ». Ce qui nous apprend, ou plutôt nous confirme, une chose : en plus d'être sourd, ce pouvoir discrédité par (presque) tout le monde, est également aveugle.

L'histoire de notre pays nous a appris, à plusieurs reprises, qu'il n'y avait pas loin de la révolte à la révolution et de la lutte légitime à l'insurrection... Faudra-t-il un

big bang pour combattre le bling-bling ?? Il se peut -et c'est même à souhaiter- que ce printemps 2009 soit plus tourmenté que celui de 68, tant les enjeux sont plus nombreux et touchent, ont touché ou toucheront tôt ou tard chacun d'entre nous.

La faille déjà présente depuis longtemps s'est élargie en crevasse, puis en gouffre, le doute a cédé le pas à l'incompréhension et au sentiment d'abandon. Que reste-t-il de l'Etat dans ces conditions, face à la puissance des banques et des grands actionnaires ? Pas grand-chose, hormis des effets de manche, des annonces qui n'engagent personne, des paillettes et du strass, de la poudre aux yeux qui n'aveugle plus personne.

Et dire que Sarkozy se dit fermement prêt à rempiler après 2012... Mais bien sûr... En 3 ans, il peut se passer bien des choses... heureusement !!!

## VOUS AUSSI, REFUSEZ LA RÉSIGNATION, ADHÉREZ À RÉSISTANCE SOCIALE !!!

Le bulletin Résistance Sociale est une publication de  
RESO, association loi 1901

**Siège social :**

121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS  
Tel : 06 33 82 05 15

Site Internet : [www.resistancesociale.fr](http://www.resistancesociale.fr)

Courriel : [webmaster@resistancesociale.fr](mailto:webmaster@resistancesociale.fr)

Présidente de RESO et directrice de la publication :  
**Marinette BACHE**

NOM ..... PRENOM : .....

ADRESSE : .....

.....

TEL : ..... Portable : ..... E-mail : .....

J'adhère à RÉSO et je verse 10 euros

Je m'abonne au bulletin « Résistance Sociale » et je verse 5 euros

Je souhaite diffuser le journal autour de moi. Adressez-moi ..... exemplaires par envoi.

À retourner à : RÉSO 121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS (chèque à l'ordre de Résistance Sociale)